

Unité bi-départementale du Calvados et de la Manche
477 Boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 27/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CPC COTENTIN

ZI de La Canurie
BP 13
50250 La Haye

Références : 2023 - 827
Code AIOT : 0005301955

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2023 dans l'établissement CPC COTENTIN implanté ZI de La Canurie BP 13 50250 La Haye. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action national dit « post-Lubrizol », un ensemble d'évolutions réglementaires est apparu en 2020 et 2021. Celles-ci portent en particulier sur les installations de stockages de liquides inflammables avec :

- la création de l'arrêté du 24/09/20 relatifs au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation,
- la modification des arrêtés du 03/10/10 (réservoirs aériens de liquides inflammables exploités au sein d'installations soumises autorisation), du 01/06/15 (installations de liquides inflammables 4331 et 4734 soumises à enregistrement) et du 22/08/12 (installations de liquides inflammables soumises à déclaration).

L'action nationale a pour objectif de vérifier la situation administrative de certains sites à autorisation et déclaration au regard des évolutions récentes (champ d'application de l'arrêté ou évolution de la nomenclature), et de contrôler la bonne mise en œuvre des premières échéances réglementaires.

Cette inspection s'inscrit donc dans ce cadre sur ce site soumis à autorisation et disposant d'une rubrique afférente aux liquides inflammables (rubrique 4331 soumise actuellement à déclaration).

De l'analyse présentée par l'exploitant, il ressort que l'établissement n'est ni soumis à l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une ICPE soumise à autorisation ni à l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une ICPE soumise à autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CPC COTENTIN
- ZI de La Canurie BP 13 50250 La Haye
- Code AIOT : 0005301955
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS CPC Cotentin est spécialisée dans l'impression d'emballages ou d'étiquetages destinés essentiellement à l'industrie agroalimentaire (étiquetage des bouteilles d'eau minérale, de boîtes de surgelés, de sachets pour les farines ou les salades, etc.). Elle utilise à ce titre divers produits inflammables qui entrent dans le cadre de la rubrique 4331 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale 2023 sur les liquides inflammables

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Autres installations A soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-I.2	Sans objet
2	Stockages de réceptifs mobiles soumis à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-III	Sans objet
3	Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-V	Sans objet
4	Distance des stockages	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV	Sans objet
5	Surveillance en	Arrêté Ministériel du 24/09/2020,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	permanence des installations de LI	article IV-5	
6	Stratégie de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-1-IV	Sans objet
7	Formation des opérateurs	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-2-IV	Sans objet
8	Moyens complémentaires à la stratégie incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-3-II	Sans objet
9	Exercices de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis d'établir que le stockage de produits inflammables n'atteint pas les seuils de classement dans la rubrique 4331 de la nomenclature. Un point a néanmoins été fait avec l'exploitant qui montre la bonne prise en compte des risques induits par ces produits.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autres installations A soumises à l'AM du 24/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un état des stocks qui a été transmis par messagerie suite à l'inspection. Cet inventaire comporte deux onglets : un détaillé et un simplifié avec les phrases de risque par produit stocké.</p> <p>L'onglet détaillé comporte les informations suivantes : zone de stockage, famille de produit, code du produit, type de produit, désignation commerciale du produit, type de contenant (fusible ou non), quantité stockée.</p> <p>L'onglet simplifié comporte les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - zone de stockage : atelier complexage, cuves de solvant, local de dosage, local encre ; - phrases de risque : H225 uniquement ; - types de produits : encres, solvant, durcisseur, colle, vernis, additifs ; - quantités stockées. <p>Il apparaît que le total des produits inflammables stockés représente 58,815 tonnes de matières premières auxquelles on ajoute 4,6 tonnes de déchets. Les produits stockés en contenants fusibles</p>

<p>atteignent 15,52 tonnes.</p> <p>Les quantités stockées sont inférieures aux seuils de 1000 tonnes (total) et 100 tonnes (en contenants fusibles).</p> <p>L'inspection a donc déroulé la suite du canevas de visite à titre informatif pour l'exploitant afin qu'il puisse déterminer son niveau de conformité au regard des exigences applicables aux installations qui atteignent les seuils visés ci-dessus (voir point de contrôle n°3). Il convient également de préciser que le stockage principal, à savoir celui du solvant, est réalisé dans une cuve enterrée de 40 m³ depuis 2021.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Stockages de récipients mobiles soumis à l'AM du 24/09/2020

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-III</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - Pour les installations relevant du I, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93 °C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3.</p> <p>Pour les liquides et solides liquéfiés combustibles relevant du II du présent article, les dispositions du présent arrêté sont applicables selon les modalités précisées dans les articles concernés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il apparaît que l'inventaire fourni par l'exploitant présente les mentions de danger et identifie les produits stockés en contenants fusibles.</p> <p>L'examen du document montre que les déchets apparaissent avec la mention H 225 et non HP3.</p> <p>L'exploitant est invité à prendre en compte cette mention HP3 pour les déchets inflammables qu'il stocke.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24/09/2020

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-V</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. - Pour les installations existantes relevant du point I.2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. A cet effet, il fournit une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions du présent arrêté qui leur sont applicables.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a justifié lors de l'inspection le dépôt d'un dossier de porter à connaissance le 23 août 2021 dans lequel il sollicite l'augmentation de la capacité de stockage de produits inflammables jusqu'à 140 tonnes, ce projet induit le classement en enregistrement au titre de la rubrique 4331-2 de la nomenclature ICPE.</p> <p>L'instruction de ce dossier est couplée à celle relative au changement d'oxydeur (porter à connaissance d'avril 2023 en lien avec le dossier de réexamen BREF STS) pour le traitement des composés organiques volatils qui est en cours d'analyse par l'inspection des installations classées</p>

<p>et qui aboutira à une proposition de mise à jour de la situation administrative de l'établissement. L'exploitant s'appuie sur une veille réglementaire assurée d'abord par l'APAVE puis NEODYME. Il précise qu'une réunion sécurité environnement est assurée tous les quinze jours et que les "presque événements" sont systématiquement enregistrés.</p> <p>La visite de l'établissement a permis de constater la réalisation de l'aire qui va recevoir le nouvel oxydeur thermique, les intempéries de l'automne ont entraîné du retard au regard du planning prévisionnel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Distance des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, Distance des stockages aux limites de site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations existantes, pour lesquelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> •pour les stockages ouverts, les parois des récipients mobiles sont situées à une distance au moins 20 mètres des limites des sites ; •pour les stockages couverts, les parois des stockages couverts lorsque ces parois existent, où les éléments de structure dans le cas d'un stockage couvert ouvert, sont implantés à une distance au moins égale 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du stockage couvert par rapport aux limites de sites. <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m², à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes au dossier d'autorisation ou étude de danger.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté lors de l'inspection l'étude réalisée en 2014 par l'APAVE, il s'agit d'un bilan de conformité au regard des dispositions applicables. Il apparaît que les flux de 3 kW sortent des limites de propriété de l'établissement, mais n'atteignent que des parcelles nues.</p> <p>L'exploitant est invité à vérifier que cette étude demeure représentative, faute de quoi il conviendra de la mettre à jour.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance en permanence des installations de LI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV-5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance en permanence des installations de LI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de toute installation contenant plus de 10 mètres cube de liquides inflammables en récipients mobiles, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre des mesures de levée de doute et de transmettre l'alerte en cas de sinistre. L'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a confirmé la surveillance permanente de l'établissement : présence de personnel 24h/24, système d'alarme anti-intrusion relié à une société de protection extérieure.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 6 : Stratégie de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-1-IV
--

Thème(s) : Actions nationales 2023, Stratégie de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le départ de feu, pour les stockages extérieurs, et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts. Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Ce plan comprend :

- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;
- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article VI-2. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.

Constats :

L'exploitant a présenté la mise à jour réalisée en 2022 du plan ETARE de l'établissement. Il a également présenté le système qualité qui prévoit des procédures d'intervention (PR 21 en particulier).

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 7 : Formation des opérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-2-IV
--

Thème(s) : Actions nationales 2023, Formation des opérateurs

Prescription contrôlée :

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

Constats :

L'exploitant a précisé que l'ensemble du personnel est formé aux manipulations des extincteurs avec un recyclage au moins triennal. Il a présenté le planning annuel des formations, chaque formation donne lieu à un écrit comportant la liste des participants et leur signature.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 8 : Moyens complémentaires à la stratégie incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-3-II
Thème(s) : Actions nationales 2023, Moyens complémentaires à la stratégie incendie
Prescription contrôlée : Par ailleurs, en complément de la stratégie incendie prévue à l'article VI-I, sont étudiées les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 3 heures, ou le cas échéant, au-delà de la durée nécessaire à l'extinction de l'incendie. Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage, ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les délais de mise en application des solutions retenues sont précisés. Si nécessaire, les modalités d'utilisation et celles d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, les conditions techniques et modalités prévues sont explicitées. Ce complément est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'établissement dispose des moyens en eau suivants : <ul style="list-style-type: none">- un réseau de 20 robinets incendie armés branchés sur le réseau d'adduction d'eau public,- trois poteaux incendie avec une réserve d'émulseur (80 litres) à proximité immédiate (rayon de l'ordre d'une centaine de mètres), alimentés par deux réseaux différents et régulièrement vérifiés,- une réserve d'eau communale à proximité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Exercices de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Exercices de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit la mise en service de l'installation, l'exploitant organise un exercice de lutte contre l'incendie. Un tel exercice est réalisé au moins tous les ans. Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a confirmé que les exercices donnent lieu à un compte-rendu systématique. Il a ainsi pu justifier la réalisation d'un exercice avec les pompiers en 2023 et de deux exercices internes en 2022. Il est rappelé qu'une réunion sécurité-environnement est organisée en interne deux fois par mois.
Type de suites proposées : Sans suite